

PIUS NJAWE, CE JOURNALISTE CAMEROUNAIS REBELLE

A l'invitation de Survie Isère et du CIIP, Pius Njawe, directeur du journal camerounais indépendant "Le Messenger", était à Grenoble le 26 novembre dernier. Résistant infatigable, arrêté 126 fois en 27 années de carrière, jeté 11 mois en prison, il ne s'est jamais découragé et continue à dénoncer la dictature de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982 !, soutenue bien évidemment par l'État français. Le CIIP l'avait déjà accueilli à Grenoble en 1998. Il a bien voulu répondre à quelques questions.



Etamé M'Bappé et Pius Njawé, le 26 novembre dernier

Pius, peux-tu nous rappeler à quand remonte ta résistance au pouvoir ?

Pius Njawe : pratiquement depuis l'indépendance, survenue en 1960, avec l'avènement du premier Président, Amadou Ahidjo, mis en place par la France. Mais avant de répondre plus précisément à votre question, je voudrais rappeler, ce qui est très peu connu, la résistance du peuple camerounais à l'État colonial français dès les années 1957 pour arracher l'indépendance, sous la direction du parti UPC (Union des populations du Cameroun). Une répression d'une férocité inouïe a été déclenchée contre le peuple camerounais, notamment contre les Bamilékés (à l'ouest du Cameroun), avec des bombardements au napalm. Une répression qui a fait au moins 400 000 morts. Qui en a parlé en France ? Quasiment personne. D'autre part, les leaders indépendantistes comme Félix Moumié ou Ernest Ouandié ont été assassinés.

Ma résistance personnelle ? Depuis 30 ans au moins, avec la conviction que le Verbe (parlé ou écrit) est un moyen privilégié de résistance. Avec mes amis, je continue, malgré la censure, les menaces de saisie, les multiples arrestations dont j'ai été victime, sans oublier mes onze mois de détention en 1997, à faire paraître *Le Messenger* tiré à 7 000 exemplaires. Ce n'est pas seulement un journal mais un projet de société, qui donne la parole au peuple, aux travailleurs, aux étudiants, qui dénonce la corruption, les passe-droits ; et qui veut contri-

buer à l'émergence d'une société civile indépendante et participative... Au Cameroun, il y a apparemment un pluralisme de la presse écrite : il y a de nombreux journaux, mais la plupart se réfugient dans le fait divers et se gardent bien de mettre à jours les injustices et les scandales. Il s'agit d'un pluralisme de façade. De même que le pouvoir a instauré le multipartisme à partir des années 1990, mais en favorisant la constitution de dizaines de petites formations politiques pour émietter et affaiblir toute opposition.

Il y a eu au Cameroun, comme dans de nombreux pays du Sud, des émeutes de la faim en février 2008. Pourquoi ? Comment ça s'est passé ?

Il y a eu au Cameroun, comme partout dans le monde, une augmentation foudroyante du prix des denrées de base comme le pain, le riz, les légumes, suite à l'augmentation du prix du pétrole et des matières premières. Se déclenchèrent alors des émeutes spontanées contre le vie chère, mais sans aucune organisation ni programme. Résultat : au moins une centaine de morts. Il est quand même incroyable que la faim se développe à ce point au Cameroun, alors que les conditions climatiques et environnementales sont très favorables. Il faut par ailleurs dénoncer la politique des institutions financières internationales, notamment du FMI, qui sont responsables de l'endettement colossal du Cameroun et de la privatisation des services publics qui ont entraîné une paupérisation accélérée d'une grande partie de la population.

Que penses-tu de la politique de Nicolas Sarkozy et de Brice Hortefeux en matière d'immigration ?

C'est une politique absolument antinomique avec les Droits humains. Un nombre croissant de citoyens africains sont horrifiés et révoltés par cette politique honteuse à base de traque et d'expulsions. Il est grand temps de s'interroger : pourquoi tant d'Africains, notamment des jeunes, cherchent désespérément, souvent au prix de leur vie, à quitter leur pays et rejoindre l'Europe ? Pourquoi cette misère, ce chômage massif, ce désespoir ? L'Europe n'a-t-elle pas une grosse part de responsabilité ? Il est plus qu'urgent de repenser les rapports Nord-Sud...